



# 1<sup>er</sup> mai : journée internationale des travailleurs.euses

**Pas de confinement pour les revendications ! Ne les laissons pas piétiner nos droits !**

Congés payés, droit aux vacances, temps de travail, rémunérations et qualifications, régimes de solidarité (Sécurité sociale, retraites, assurance chômage), liberté de circulation, droit syndical... Profitant de la crise sanitaire dont gouvernement et patronat portent l'entière responsabilité, tout est en cours de destruction accélérée !

**Nous devons donc combattre pied à pied non seulement les contre-réformes en cours depuis des mois et des mois, mais aussi l'état d'urgence sanitaire et les ordonnances qui en découlent.**

Oui, la santé de millions et millions de travailleurs et travailleuses, de leurs familles, est en jeu. C'est pourquoi, dans les secteurs non stratégiques pour la lutte contre l'extension incontrôlée de l'épidémie, et en l'absence de sécurité pour toutes et tous par l'application stricte des règles sanitaires (matériel pris

en charge par l'employeur, restriction des cadences, dépistage massif, etc.), il faut refuser la reprise d'activité.

D'ores et déjà, le cas échéant, nous réitérons nos encouragements, aussi bien pour les salarié.es du privé que du public, à utiliser leur droit de retrait, les fiches de DGI (Danger grave et imminent), à interpeller l'Inspection du Travail, ou à se mettre en grève.

**Les organisations syndicales de l'Isère exigent ensemble depuis le 25 mars du préfet qu'il prenne les dispositions indispensables pour protéger les salariés.** Comme le gouvernement, dont il est le représentant, sur ce point il reste muet. C'est inadmissible !

**Le respect des libertés démocratiques, le respect du Code du travail, ce n'est pas pour demain, c'est tout de suite !**

## **Vendredi 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs.euses, doit demeurer une grande journée de luttes et de revendications**

- Pour l'**abrogation de « l'état d'urgence sanitaire » et des ordonnances** entravant le respect des libertés fondamentales et de la démocratie sociale
- Pour le **retrait de la réforme de l'assurance chômage** et des ordonnances autorisant les employeurs à prendre sur les jours de congés et à augmenter le temps de travail.
- Pour l'**augmentation générale des salaires et l'égalité salariale entre hommes et femmes**
- Pour l'arrêt de la destruction de la Sécurité sociale, des régimes de retraites, de l'assurance chômage
- Pour l'**arrêt des privatisations** et de la casse des services publics !
- Pour l'**interdiction de licencier** ! Création immédiate et pérenne de tous les emplois nécessaires, notamment dans les hôpitaux et les EHPAD !
- Pour garantir tous les moyens sanitaires pour protéger les personnels des secteurs stratégiques, à commencer par tous les agents hospitaliers !
- Pour la **reconnaissance en maladie professionnelle** pour celles et ceux ayant contracté le COVID-19 sur leur lieu de travail !
- Pour le refus de la reprise du travail et de l'école le 11 mai sans que la sécurité sanitaire soit effective !
- Pour la fermeture immédiate de l'ensemble des entreprises, services et collectivités considérés comme non stratégiques, et réquisition par l'Etat de leurs stocks de matériel de protection !
- Pour la prise en charge des plus fragiles, maintien des aides sociales !
- Pour la **libre circulation des délégué.es syndicaux.ales** dans le cadre de leurs missions de défense, de soutien et de conseil aux salarié.es.

Dans cette période difficile, nos organisations syndicales ne s'inscrivent dans aucun pacte avec le gouvernement qui devra rendre des comptes. Elles restent aux côtés des salarié.es et de toutes les structures syndicales qui interviennent dans des conditions très difficiles pour faire respecter le droit du travail, pour préserver la santé et la sécurité des travailleurs et des travailleuses, pour défendre les revendications vitales de l'ensemble de la population. **Le système capitaliste n'est capable que du pire pour les salarié.es, leurs familles, et au-delà pour tous ceux qui vivent de leur travail. C'est dès aujourd'hui qu'il nous faut préparer l'avenir.**